

La BOAD conduit le financement du coton au Bénin

La banque ouest africaine de développement (BOAD) a réussi à mobiliser 115 milliards de F CFA pour le financement de la campagne cotonnière au Bénin. Ce financement sera destiné aux besoins de la campagne cotonnière 2014-2015 dont la structuration a été confiée à la banque ouest africaine de développement pour la troisième année consécutive. La BOAD a mobilisé un pool local comprenant Ecobank, BOA, Banque islamique, BGFI, Diamond Bank, BSIC et UBA. Lors des deux précédentes campagnes, l'institution sous-régionale avait mobilisé une facilité de 82 milliards de FCFA à travers son pool de banques locales. Les banques béninoises y avaient contribué à hauteur de 62 milliards de FCFA, soit 76%. Pour la présente campagne, le Bénin vise une production de 400 000 tonnes, soit environ 100 000 tonnes de plus que l'année dernière. Cette campagne 2014-2015 connaît toutefois un recul du prix de cession du kilogramme de coton graine passé de 265 francs CFA à 250 francs CFA.

Attijariwafa Bank, premier réseau africain

5,2% de bénéfice en 2014 soit 463 millions de dollars (4,4 milliards de dirhams). Tels sont les réalisations du groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank qui a annoncé ces chiffres le jeudi 19 février. Le produit net bancaire (PNB) du groupe a également enregistré une augmentation de 8,8%, à 19,4 milliards de dirhams, reflétant la croissance des dépôts et des prêts respectivement de 13 % et 1,7%. Le résultat brut d'exploitation de la banque du groupe SNI a, quant à lui, connu une croissance de 10,2%, à 10,9 milliards de dirhams profitant notamment de la maîtrise des charges au niveau des diverses filiales du groupe au Maroc et à l'international. Attijariwafa Bank a précisé qu'il dispose désormais du plus important réseau commercial au Maroc et en Afrique, avec 3331 agences au 31 décembre 2014, contre 3197 en 2013.

Le diamant fait briller le Botswana

Le gouvernement du Botswana a annoncé que la dynamique de l'économie nationale resterait positive en 2015 et que le PIB réel du pays devrait afficher une croissance de 4,9% soit un peu moins que les 5,2% prévues par les estimations précédentes remontant à l'année dernière. Nombreux sont les secteurs qui influent sur cette croissance. Il s'agit des domaines comme le commerce, l'hôtellerie et la restauration, les services financiers et bancaires, les services sociaux et les services à la personne. L'augmentation de l'activité de taille et de polissage de diamants, l'établissement de l'usine sidérurgique et du site de transformation agroalimentaire et d'horticulture à Selebi-Phikwe, ainsi que l'extension des services postaux et bancaires dans les régions rurales, devraient contribuer à la croissance des secteurs non miniers à l'avenir.

3ème Conférence Kusuntu-Orrick à Paris, un succès au-delà des attentes !

La 3ème rencontre Kusuntu-Orrick sur le financement des entreprises en Afrique par les investissements issus de fonds de capital investissement, a été selon les organisateurs et les participants, un succès au-delà des attentes. Les contraintes logistiques ont conduit à limiter le nombre de participants. Sur une journée, près de 200 participants ont pu échanger avec 23 orateurs, tous professionnels de l'investissement en Afrique.



Dans son mot de bienvenue, Jean-Jacques Essombé, avocat associé et membre du groupe Banque et Finance du cabinet Orrick Rambaud Martel, est revenu sur le potentiel que représente pour la croissance inclusive en Afrique, l'Impact Investing, thème de la conférence. Cette forme d'investissement qui touche plus particulièrement les petites et moyennes entreprises, aurait une taille de marché comprise entre 15 et 25 milliards de dollars US pour près de 8 millions d'entreprises. Celles-ci recherchent des financements en fonds propres et quasi fonds propres de l'ordre de 100 000 et 2 000 000 de dollars US.

Au cours de son propos d'introduction général, Jean-Michel Severino, Directeur du fonds Investisseurs et Partenaires, a rappelé le cadre général qui fait de l'Afrique un des moteurs principaux de la croissance mondiale pour les prochaines années. L'impact Investing, qu'il a défini comme un investissement avec à la base une intention de répondre à un besoin d'intérêt général, apparaît comme une des meilleures options devant permettre l'atteinte d'une croissance inclusive. Une croissance génératrice d'emplois pour le plus grand nombre, mais aussi de croissance rentable préservant à la fois l'environnement et permettant l'installation de pratique de bonne gouvernance tout au long de la chaîne de la hiérarchie sociale.

Jean-Luc Koffi Vovor, président du Think Tank Kusuntu-le-Club, une organisation qui promeut l'émergence et le développement de futurs champions économiques africains grâce aux apports du capital investissement, en excellent

maître de cérémonie, a tout au long de la journée emmené 5 autres orateurs et 4 tables rondes à la découverte de ce qui se fait de mieux aujourd'hui en Afrique en matière d'Impact Investing. Sous sa direction, se sont relayés Erick Rajaonary, un entrepreneur malgache qui a placé l'impact social et la sécurité alimentaire au centre de sa stratégie ; Abhilash Mudaliar, le directeur de la recherche du GIIN (Global Impact Investing Network), une organisation basée aux Etats-Unis et qui œuvre à la normalisation au niveau mondial des pratiques d'Impact Investing ; Marie-Hélène Loison, Directrice Générale Déléguée de PROPARCO, la filiale de l'Agence Française de Développement en charge du financement du secteur privé dans les pays du Sud ; Vincent Jacob, sous directeur à la direction des entreprises et des affaires internationales au sein du Ministère

français des Affaires Etrangères et du Développement International ; et, Isabelle Bébear Directrice Générale Déléguée de BPI France International et qui dirige les programmes AVERROES.

Deux tables rondes animées par Patricia Dinneen, Présidente du Conseil pour l'Investissement d'Impact au sein de l'EMPEA (Association du Capital Investissement dans les Marchés Emergents) et Franck Giaoui, Directeur Associé du Cabinet de conseil en Fusion / Acquisition Héra Finance ont, grâce à des exemples concrets, débattu de la prise en compte des critères ESG au sein des processus d'investissements ainsi que du rôle au quotidien des fonds d'impacts en Afrique. Alexandre Alfonsi du Cabinet de Conseil en levée de fonds Axonia Partners a pour sa part animé une table ronde en deux parties sur les conditions nécessaires à un plus grand développement de l'Impact Investing sur le continent africain.

Parmi les nombreux orateurs, on pouvait compter des représentants de fonds d'investissements comme les français Amethis et Phitrust, le canadien Sarona ou encore les hollandais SOVEC et XSML, des représentants du Réseau Mondial des Investisseurs d'Impact (GIIN), du Ministère Français des Affaires Etrangères et du Développement International, et de BPI France International et des organismes de certification et notation français VIGEO et ETHIC Intelligence. La conférence s'est achevée par des rencontres d'affaires au cours desquelles, investisseurs et entrepreneurs présents ont pu discuter de manière plus approfondie avec les représentants de fonds d'investissements invités.

Au cours des échanges, les participants

Jean-Luc Koffi Vovor, président du Think Tank Kusuntu-le-Club, a, tout au long de la journée, emmené 5 autres orateurs et 4 tables rondes à la découverte de ce qui se fait de mieux aujourd'hui en Afrique en matière d'Impact Investing.



ont eu l'occasion d'avoir un éclairage d'experts sur l'Impact Investing et sa différence avec l'investissement à vocation philanthropique et sociale d'une part ; et l'investissement à vocation financière avec la prise en compte des facteurs ESG. Les intervenants ont notamment présenté à l'aide d'exemples concrets les modalités par lesquelles, au jour le jour, il était possible de réaliser des impacts notables en Afrique tout en générant des rentabilités financières ajustées du risque proches, voire supérieures aux rentabilités de marchés. Un point fort notamment de l'Impact Investing a été mis en avant: l'accompagnement opérationnel des entrepreneurs en vue d'une part de la création de valeur et de l'autre, de la réalisation de l'Impact initialement convenu, ceci à l'aide d'indicateurs de mesures spécifiques. Les intervenants comme les participants ont toutefois déploré le nombre insuffisant de fonds d'investissements d'impacts en Afrique. Un appel a été fait pour le développement d'un nombre d'acteurs plus importants, afin d'accompagner les petites et moyennes entreprises pour que le capital investissement africain ne demeure pas l'apanage des très grandes entreprises. Des réformes institutionnelles sur les classes d'actifs autorisées aux

acteurs financiers africains, à l'instar des réformes récentes des fonds de pensions en Afrique du Sud, au Kenya ou encore au Nigéria, devraient permettre de mobiliser des capitaux domestiques vers des équipes d'investissement locales. Une des conclusions de la rencontre porte ainsi sur une invitation à une 4ème édition de la conférence Kusuntu-Orrick au cours de laquelle, investisseurs institutionnels africains, européens et fonds d'investissements africains pourraient débattre des meilleurs moyens de coopérer et permettre de financer un nombre plus important de PME. Le propos de clôture de Madame Bébear de BPI France International a permis, en complément de la présentation faite en fin de matinée par Madame Loison de PROPARCO, de démontrer de l'importance de la mobilisation des acteurs français pour le financement des PME africaines. On a pu toutefois constater la faible présence de fonds d'origine française en proportion du nombre total des fonds d'investissements présents, avec notamment une représentation forte d'acteurs hollandais ou nord américains. Cependant, la présence française est appelée à croître si l'on retient l'information donnée au cours de la conférence par Jean-Luc Koffi Vovor, sur

la création d'un groupe Afrique, au sein de l'association professionnelle française des fonds de capital investissement - AFIC. En réitérant le soutien du cabinet Orrick Rambaud Martel à ces rencontres qui ont démarré en 2012, Jean-Jacques Essombé a appelé les acteurs institutionnels français tels que Paris Europlace, les associations professionnelles telles que l'AFIC ainsi que la récente Fondation AfricaFrance pour une croissance partagée, à rejoindre le cercle des co-organisateurs et soutiens de cette initiative au rang desquels le fonds Investisseurs et Partenaires, PROPARCO et TRIDENT Funds Services, pour faire de cette rencontre, à l'instar de ce qui existe à Londres, Washington, Bruxelles ou Amsterdam, la Conférence Annuelle Française sur le Financement des Entreprises en Afrique. Pour certains des participants, la conférence s'est étendue le 13 février à un séminaire restreint animé par le GIIIN et au cours duquel, 34 gérants de fonds d'investissements, responsables d'investissement de fondations d'entreprises et de fonds souverains ont débattu sur les problématiques de levée de capitaux en vue de la constitution de fonds d'investissement d'impact pour l'Afrique.

Jean Michel Severino

«le PIB de l'Afrique égalera celui de la Chine en 2040»

L'intervention de Jean Michel Severino lors de la rencontre sur l'investissement en Afrique organisée par le club Kusuntu, partenaire de Financial Afrik, et Orrick, le 12 février 2015 à Paris, a permis de faire la lumière sur les perspectives de l'Afrique à l'horizon 2040. D'ici là le PIB du continent aura rattrapé celui de l'actuelle Chine (7 690 milliards d'euros en 2013), déclare l'ancien patron de l'Agence Française de Développement, auteur de l'essai "Le temps de l'Afrique". L'économie du continent sera de plus en plus poussée par la consommation intérieure et une classe moyenne qui comptera 1,1 milliard d'individus en 2060. Ceux qui gagnent 10 dollars par jours augmenteront de 90% d'ici 2030. En 2050, le continent comptera entre 500 et 600 millions de représentants de

cette classe moyenne, soit plus que la Chine actuelle. Seulement, ajoute M. Severino, le continent abritera aussi le plus de personnes dans une extrême pauvreté, environ 600 à 700 millions de personnes vivant entre 1 et 2 dollars par jour, soit plus qu'aujourd'hui. "Ce continent va donc continuer à être celui de tous les paradoxes, celui de l'émergence des infrastructures, de l'explosion économique", poursuit M. Severino estimant qu'il n'y a rien à faire pour contrer cette situation. Les inégalités sont entrain de s'accroître fortement dans le continent, allant plus vite que ce que l'histoire de l'économie a expérimenté en Asie. L'inégalité africaine reposera en partie sur des marginalisations ethno-culturelles portueuses de tensions géopolitiques. Pour l'économiste, la croissance africaine est

insuffisante pour absorber la demande de l'emploi et contrer les phénomènes de marginalisation. Autant de paramètres qui font dire à M. Severino que la croissance africaine, alimentée par la demande intérieure, est différente de la croissance asiatique nourrie par les exportations. "La croissance africaine est très capitalistique liée au faible contenu manufacturier de son économie, à une composante agricole lourde et à une très faible présence de grandes entreprises africaines". Dans les cinq prochaines années, le continent créera 5 millions d'emplois, poursuit M. Severino, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'économie mais pas suffisant pour satisfaire la demande additionnelle évaluée à 110 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Afreximbank signe avec le port autonome d'Abidjan

L'institution de financement panafricaine Afreximbank a signé une convention de financement avec le Port autonome d'Abidjan (PAA), au siège de la banque au Caire. Par cette convention la banque va apporter 164 milliards de FCFA. Il s'agit de crédit relais qui a été mis en place par Afreximbank en vue du financement des travaux d'élargissement et d'approfondissement du canal de Vridi et de la construction du deuxième terminal à conteneurs et du terminal roulier. Signalons qu'Afreximbank a réuni ce montant en partenariat avec d'autres banques comme la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire, la Société générale de banque de Côte d'Ivoire (Sgbc) et Africa finances corporation (Nigeria).

Swiss Ré décroche une licence en Afrique du Sud

La compagnie d'assurances et de réassurance Swiss Re a annoncé, le 23 février, que sa filiale Swiss Re Corporate Solutions Advisors South Africa Pty Ltd a obtenu une licence auprès de la Commission des services financiers sud-africains pour mener ses activités dans le pays en tant que fournisseur de services financiers. En vertu de cette licence, et grâce à un accord d'intermédiaire avec la compagnie sud-africaine Guardrisk Insurance Company Ltd, Swiss Re Corporate Solutions Advisors South Africa Pty Ltd va opérer dans le secteur des assurances commerciales directes en Afrique du Sud. La société, qui prévoit de commencer les activités au cours du deuxième trimestre de 2015 à partir d'un bureau à Johannesburg, fournira des services d'assurances commerciales aux grandes entreprises et aux entreprises de taille moyenne, axés sur les risques de propriété, de l'exploitation minière et d'ingénierie, ainsi que des solutions personnalisées pour les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Guardrisk Insurance est un assureur non-vie sud-africain licencié.

Equity Bank vedette de la Bourse de Kigali

Depuis son entrée au Rwanda Stock Exchange (RSE) le 13 février dernier, le groupe bancaire kenyan Equity Bank est devenu la première capitalisation sur ce marché boursier. Son offre a porté sur la diffusion dans le public de 3.702.777.020 actions ordinaires, au prix unitaire de 0,50 shilling kenyan. Le produit de l'offre a ainsi atteint 183 milliards de shillings, soit plus de 2 milliards de dollars, faisant d'Equity Bank, la première capitalisation du RSE. Signalons que le groupe Equity Bank possède des filiales en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda et au Soudan du Sud. Il comptait également s'implanter dans cinq nouveaux pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale. C'est dans ce cadre, qu'il a recruté la firme internationale de conseil en management McKinsey.